2023

Situation des financements pour la nature

Un revirement majeur en faveur de la nature
Réaffecter $ 7000 milliards pour lutter contre la perte de la nature

Résumé pour décideurs

UN environment programme

Global Canopy

ELD THE ECONOMICS OF LAND DEGRADATION

© 2023 United Nations Environment Programme

ISBN: 978-92-807-4108-7

La présente publication peut être reproduite en tout ou partie et sous quelque forme que ce soit à des fins pédagogiques et non lucratives, sans autorisation spéciale du détenteur du droit d'auteur ,à condition de la citer comme source. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement apprécierait de recevoir un exemplaire de toute publication utilisant le présent document comme source. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans l'autorisation écrite préalable du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Toute demande d'autorisation, mentionnant l'objectif et la portée de la reproduction, doit être adressée à la unep-communication-director@un.org.

Déni de responsabilité

Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du Secrétariat des Nations Unies quant au statut juridique des pays, territoires ou villes, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Certains graphiques ou illustrations figurant dans le présent document peuvent avoir été adaptés de contenus publiés par des tiers afin d'enrichir les interprétations des auteurs à l'aide des messages clés se dégageant des illustrations ou graphiques en question. Dans ce cas, les données présentées n'impliquent aucune prise de position de la part du Programme des Nations Unies pour l'environnement quant aux documents sources des graphiques ou illustrations utilisés. La mention de toute société commerciale ou de tout produit dans la présente publication ne signifie nullement que le Programme des Nations Unies pour l'environnement ou les auteurs de ce document approuvent les sociétés ou produits cités. L'utilisation d'informations issues de la présente publication à des fins de publicité n'est pas autorisée. Les noms et symboles de marques commerciales sont utilisés à des fins rédactionnelles sans aucune intention de porter atteinte au droit des marques ou au droit d'auteur. Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Nous déplorons toute erreur ou omission susceptible d'avoir été commise involontairement .

© Cartes, photos et illustrations, comme précisé

Pour citer ce document : United Nations Environment Programme (2023). *State of Finance for Nature: The Big Nature Turnaround – Repurposing $7 trillion to combat nature loss. Summary for Decision-makers.* Nairobi. https://doi.org/10.59117/20.500.11822/44278

Production: Nairobi, Kenya

URL: https://www.unep.org/resources/state-finance-nature-2023

UN environment programme

Global Canopy

ELD THE ECONOMICS OF LAND DEGRADATION

Table des matières

Introduction 1

Principaux résultats 3

- Flux financiers néfastes à la nature 3
- Flux financiers actuels investis dans les solutions fondées sur la nature 5
- Besoins et opportunités d'investissement futurs 5
- Synthèse 8

Recommandations 9

Résumé pour décideurs

Introduction

La série de rapports annuels sur la situation des financements pour la nature (SFN) fait le suivi des flux financiers vers les solutions fondées sur la nature (SfN) et les compare aux investissements requis pour maximiser le potentiel des SfN afin de contribuer à relever les défis liés au changement climatique, à la biodiversité et à la dégradation. Pour la première fois, cette édition estime l'ampleur des flux financiers néfastes à la nature provenant de sources publiques et privées à l'échelle mondiale. Le montant est colossale – près de 7 000 milliards de dollars par an - et risque d'être sous-estimé étant donné qu'il ne comprend que les impacts directs. Les flux financiers privés qui ont un impact négatif direct sur la nature s'élèvent à 5 000 milliards de dollars, soit 140 fois plus que les investissements privés dans les solutions fondées sur la nature (SfN).

Du côté public, les subventions préjudiciables à l'environnement ont augmenté de 55 pour cent et ont atteint 1 700 milliards de dollars depuis le dernier rapport, malgré les engagements des gouvernements et sont favorisées par les mesures de soutien budgétaire à la consommation de combustibles fossiles. L'impact conjugué des flux financiers publics et privés néfastes à la nature est extrêmement destructeur et entrave les augmentations potentielles des financements des SfN. Toutefois, cette discordance constitue une immense opportunité pour renverser les flux de financement privés et publics et les aligner sur les objectifs de la Convention de Rio.

Parallèlement, les SfN demeurent gravement sous-financées. Les flux financiers actuels investis dans les SfN s'élèvent à 200 milliards de dollars, soit seulement le tiers du niveau requis pour atteindre les objectifs en matière de changement climatique, de biodiversité et de dégradation des terres d'ici 2030. Les gouvernements continuent de fournir la plupart des financements pour les SfN (82 pour cent). Malgré le besoin irréfutable d'action et d'engagements croissants, par exemple les engagements zéro déforestation dans le secteur agroalimentaire, les financements des SfN n'ont augmenté que de 11 pour cent depuis l'édition 2022.

Les SfN offrent d'énormes opportunités d'investissement car elles sont rentables et offrent de multiples avantages. Les opportunités d'investissement dans la gestion durable des terres peuvent quadrupler d'ici 2050 en fonction de la rentabilité à long terme de la production durable de denrées alimentaires et des produits de base - essentielle pour catalyser l'investissement privé. La protection de divers écosystèmes est très rentable et représente 80 pour cent de la superficie supplémentaire nécessaire pour les SfN tout en n'absorbant que 20 pour cent des financements supplémentaires des SfN d'ici 2030. Compte tenu de l'ampleur de la dégradation à l'échelle mondiale, la restauration offre d'énormes possibilités de renforcer la fonction et la résilience de l'écosystème afin de fournir les services écosystémiques sur lesquels les gens comptent tant.

Toutefois, malgré le potentiel d'investissement important des SfN, l'unique action la plus déterminante pouvant réduire et arrêter la perte de nature réside dans le réalignement des flux financiers néfastes à la nature. En raison de l'ampleur de leur envergure, le réalignement des flux financiers publics et privés néfastes à la nature aura un impact très important et est indispensable pour éviter de saper les investissements dans les SfN. Bien qu'il soit indispensable d'investir davantage de fonds publics dans les SfN, il faut plus d'action pour réorienter les subventions préjudiciables. Parallèlement, les gouvernements doivent mettre en place une réglementation et des incitations économiques en vue de détourner les flux de financement privés des activités préjudiciables à la nature et les orienter vers la nature et les solutions fondées sur la nature. Pendant ce temps, le secteur financier et le monde des affaires en général ne peuvent attendre la mise en place effective d'un environnement politique favorable. Ils peuvent faire beaucoup et doivent le faire dès à présent en vue de transformer urgemment les modèles commerciaux non durables.

En bref, un revirement majeur en faveur de la nature s'avère nécessaire. À moins que l'économie réelle et le système financier ne réduisent le financement des activités néfastes à la nature (c.-à-d. l'écologisation de la finance), les actions visant à intensifier les investissements dans les SfN (c.-à-d. le financement vert) seront insuffisantes pour lutter contre les crises du changement climatique, de la biodiversité et de la dégradation.

Ce document fournit un résumé des principales conclusions et messages du rapport complet sur la SFN 2023, y compris les principales conclusions et recommandations.

Principaux résultats

Flux financiers néfastes à la nature

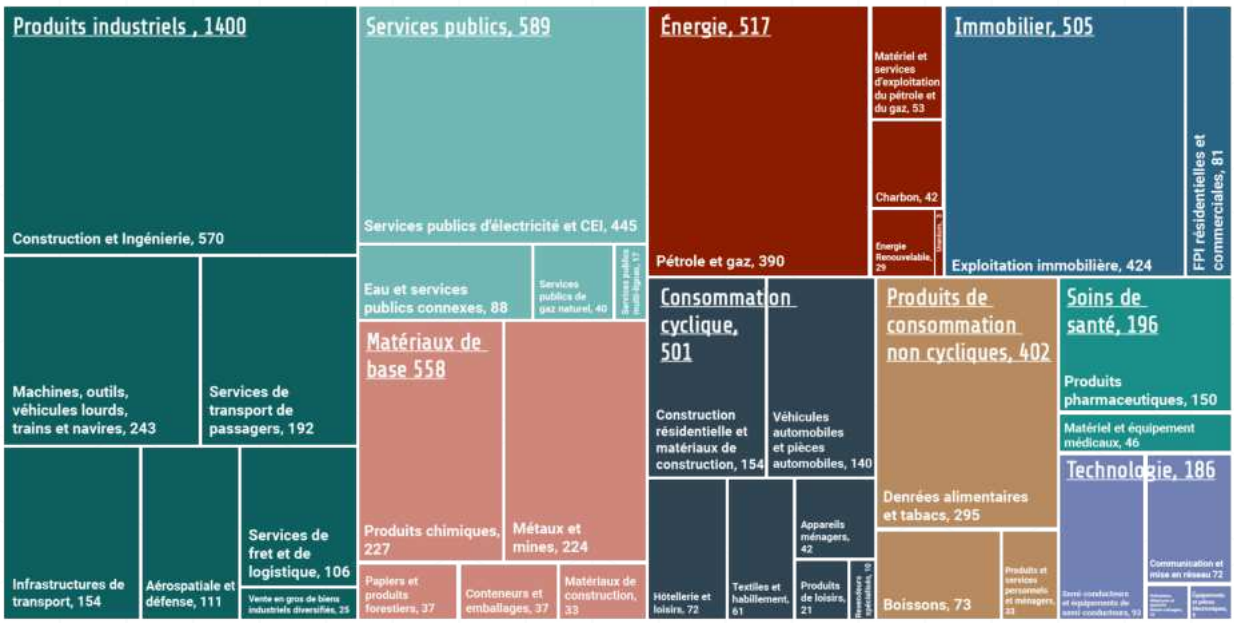
Les flux financiers annuels provenant de sources publiques et privées qui ont un impact négatif direct sur la nature sont estimés à près de 7 000 milliards de dollars par an.

Flux financiers privés néfastes à la nature

Pour la première fois, les flux financiers privés mondiaux qui ont un impact négatif direct sur la nature ont été estimés, et ils sont en effet très importants, à 5 000 milliards de dollars par an (environ 5 pour cent du PIB mondial).

- Les flux financiers privés néfastes à la nature sont 140 fois plus importants que les investissements privés dans les SfN recensés.
- Ceci est susceptible d'être une sous-estimation car les financements néfastes à la nature ayant des impacts indirects ne sont pas pris en compte.
- Les cinq secteurs industriels canalisant la plupart des flux financiers négatifs – la construction, les services publics d'électricité, l'immobilier, le pétrole et le gaz, et l'alimentation et le tabac – représentent 16 pour cent du total des flux d'investissement privés dans l'économie, mais 43 pour cent des flux néfastes à la nature.

Figure 1. Financements privés néfastes à la nature par secteur, en milliards de dollars (2023 US$)



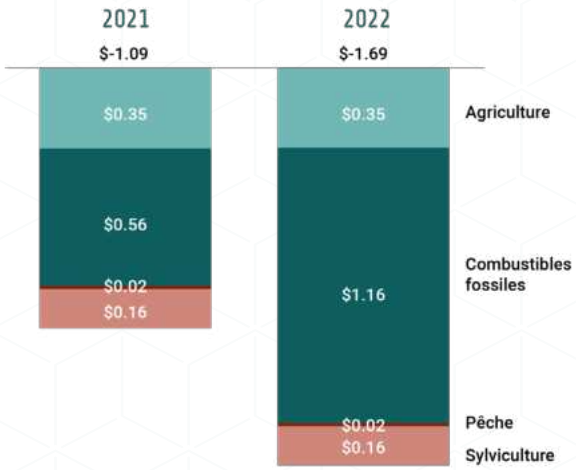
Sources: Voir le chapitre 2

Financements publics néfastes à la nature

Les flux de finances publiques néfastes à la nature, estimés à près de 1,7 billion de dollars américains en 2022 (Figure 2), sont plus de 10 fois supérieurs aux flux financiers publics investis dans les SfN (165 milliards de dollars américains).

- Près de 90 pour cent des flux publics négatifs retracés (EHS) sont dirigés vers les combustibles fossiles (69 pour cent) et l'agriculture (20 pour cent).
- Les subventions aux combustibles fossiles accordées aux consommateurs ont doublé, passant de 563 milliards de dollars américains en 2021 à 1 163 milliards de dollars américains en 2022.
- En plus de l'augmentation de 600 milliards de dollars des subventions à la consommation de combustibles fossiles, l'IEA estime les dépenses supplémentaires à 500 milliards de dollars visant à réduire les coûts de l'énergie en 2022, avec 350 milliards de dollars dépensés à eux seuls en Europe à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine.

Figure 2. **Subventions préjudiciables à l'environnement, en milliers de milliards de dollars (2023 USD)**



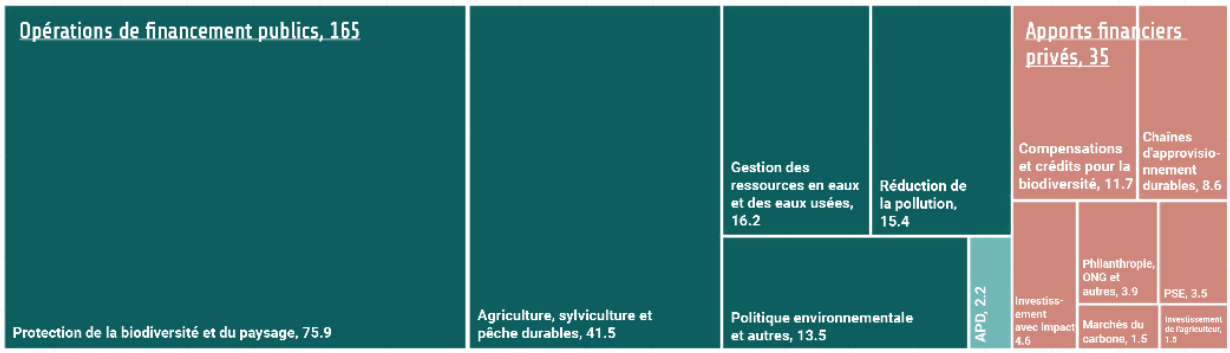
Sources: Voir le chapitre 2

Flux financiers actuels investis dans les solutions fondées sur la nature

Le rapport sur la SFN 2023 estime que les flux financiers annuels totaux consacrés aux SfN en 2022 étaient d'environ 200 milliards de dollars américains (Figure 3) – seulement un tiers du financement nécessaire pour les SfN d'ici 2030.

- Le financement des SfN a augmenté de 11 pour cent depuis la publication du rapport SFN 2022.
- Les gouvernements continuent d'être en tête, fournissant 82 pour cent (165 milliards de dollars américains) des flux financiers en faveur des SfN au total. Néanmoins, les flux de capitaux publics vers les SfN représentaient moins d'un dixième des dépenses publiques consacrées aux subventions préjudiciables à l'environnement en 2022.
- Les financements privés des SfN restent modestes, 35 milliards de dollars américains (18 pour cent du total des flux financiers consacrés aux SfN). Plus de la moitié passe à travers les compensations de biodiversité et les chaînes d'approvisionnement durables.
- Les flux financiers privés consacrés aux SfN représentent moins de 1 pour cent des flux financiers privés qui ont un impact négatif direct sur la nature.

Figure 3. Flux financiers publics et privés vers les SfN en 2022, en milliards de dollars (2023 US$)



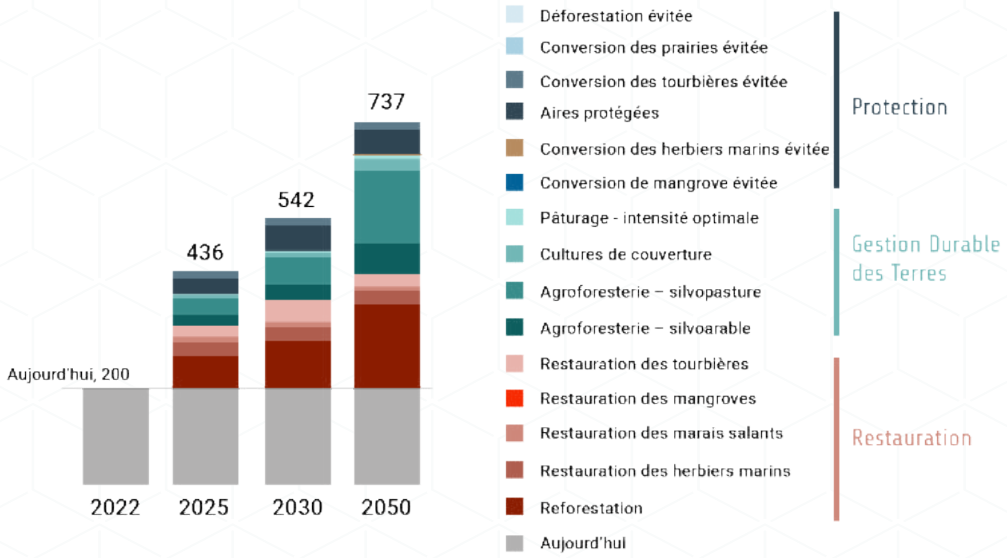
Sources: Voir le chapitre 3

Besoins et opportunités d'investissement futurs

Les flux financiers vers les SfN doivent presque tripler par rapport aux niveaux actuels (200 milliards de dollars US) pour atteindre 542 milliards de dollars US par an d'ici 2030 et quadrupler pour atteindre 737 milliards de dollars US d'ici 2050 en vue de la réalisation des objectifs de la Convention de Rio (Figure 4).

- Les opportunités annuelles d'investissement dans les SfN en matière de gestion durable des terres (GDT) seront probablement multipliées par quatre, passant de 63 milliards de dollars américains en 2025 à 241 milliards de dollars américains d'ici 2050.
- Etant donné que de nombreuses SfN de GDT génèrent des revenus financiers, la GDT offre une opportunité majeure en matière d'investissemenst privés et joue un rôle important dans l'intensification des financements des SfN.

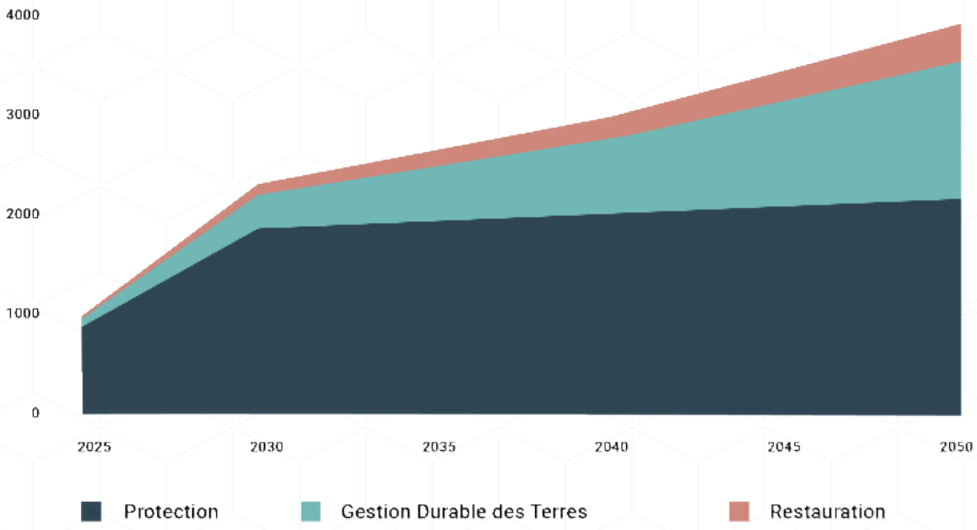
Figure 4. **Besoins financiers annuels supplémentaires, alignés sur Rio, en milliards de dollars (2023 USD)**



- La restauration des SfN nécessite potentiellement des niveaux d'investissement les plus élevés, à savoir plus de 177 milliards de dollars par an d'ici 2030, ce qui représente plus de la moitié du financement annuel des SfS en raison de son coût relativement élevé et de l'ampleur mondiale de la dégradation.

- Les SfN liées à la protection représentent environ 80 pour cent de la superficie supplémentaire nécessaire pour les SfN (Figure 5) d'ici 2030 tout en n'absorbant que 20 pour cent du financement supplémentaire des SfN. Cela reflète l'augmentation de la zone de protection nécessaire pour atteindre l'objectif de 30x30 et la rentabilité relative de la protection.

Figure 5. **Superficie cumulée supplémentaire en SfN 2025-2050, alignée sur Rio, Mha**



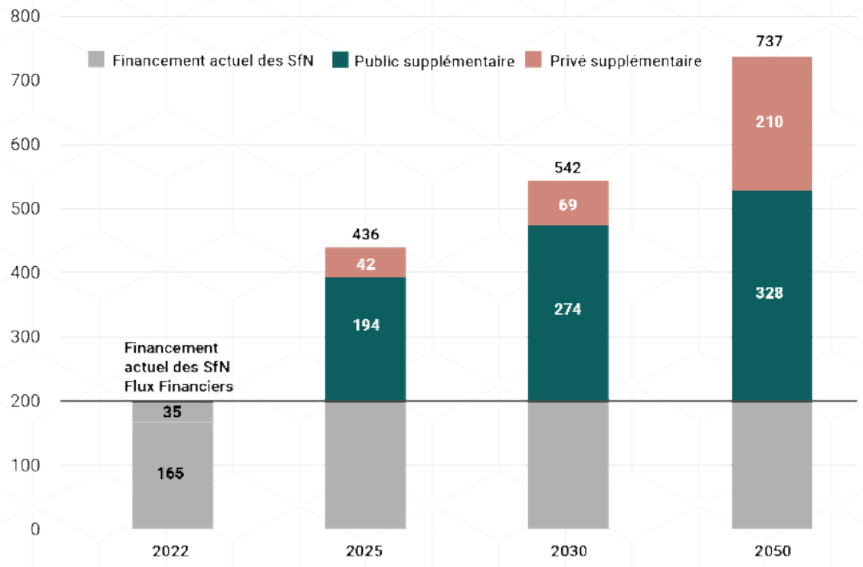
Les flux financiers publics et privés vers les SfN devront augmenter considérablement en vue de combler l'écart de financement entre les flux de financement actuels et les investissements nécessaires pour atteindre les objectifs de Rio.

- Alors que les flux de financement publics et privés augmenteront régulièrement jusqu'en 2050, les financements privés pourront potentiellement augmenter leur part de financement des SfN des 18 pour cent actuels à 33 pour cent d'ici 2050.

- Le financement annuel total des SfN provenant de sources privées peut atteindre plus de 100 milliards de dollars américains d'ici 2030, soit près de trois fois les niveaux actuels.

- Les investissements publics continueront de jouer un rôle essentiel. Les dépenses annuelles des gouvernements en SfN doivent rapidement passer des niveaux actuels (165 milliards de dollars US) à 359 milliards de dollars US (une augmentation de 194 milliards de dollars US) d'ici 2025 et à 439 milliards de dollars US (une augmentation de 274 milliards de dollars US) d'ici 2030.

Figure 6. Financement de SfN supplémentaire requis auprès de sources publiques et privées, aligné sur Rio, en milliards de dollars (2023 US$)

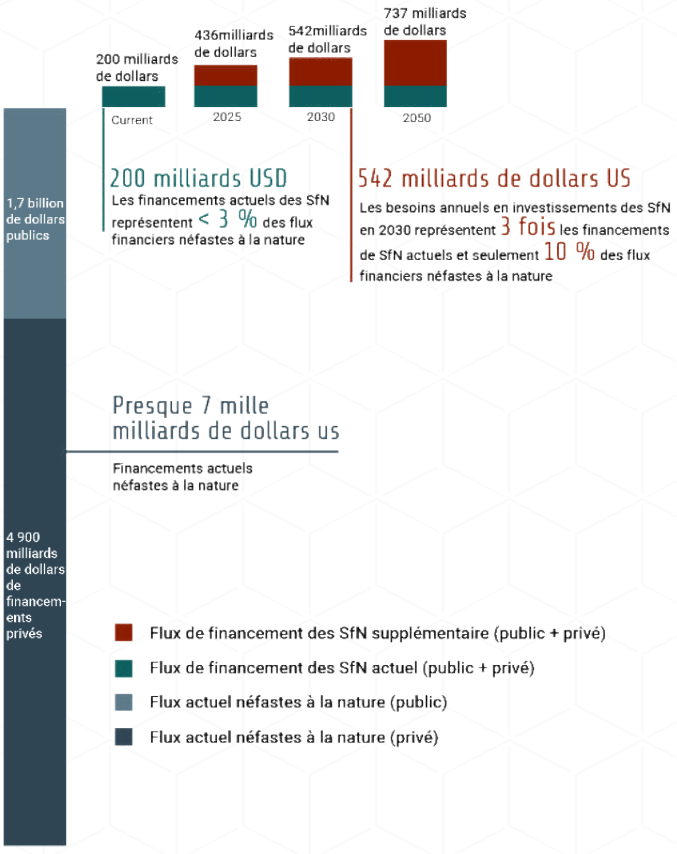


Synthèse

Il est très peu probable que les gouvernements atteignent leurs objectifs internationaux en matière de lutte contre le changement climatique, de biodiversité et de restauration, sur la base des engagements de financement actuels, de la mise en œuvre probable des politiques et des tendances du marché.

La figure 7 donne un aperçu de certaines des principales conclusions. Les 7 000 milliards de dollars US par an de flux financiers néfastes à la nature éclipsent largement les efforts visant à augmenter le financement des SfN, qui s'élève actuellement à 200 milliards de dollars US par an. Les flux financiers vers les SfN sont également beaucoup plus faibles par rapport aux besoins et opportunités d'investissement, ce qui nécessite de tripler les financements des SfN d'ici 2030 pour atteindre les objectifs de Rio. La section suivante se focalise sur les actions de haut niveau recommandées pour nous mettre sur la voie d'un avenir positif pour la nature et le climat, et pour lequel il est essentiel d'investir dans les SfN.

Figure 7. Flux financiers actuels vers les SfN, financements néfastes à la nature et besoins en investissements



Recommandations

Sur la base du rapport sur la SFN 2022, les recommandations se concentrent sur :

- Ecologisation des financements – Réduire les flux financiers publics et privés néfastes à la nature
- Financement vert – Intensification des financements publics et des investissements privés dans les SfN
- Systèmes financiers verts et inclusifs – Assurer une transition juste vers un système financier vert et inclusif en faveur des groupes vulnérables, des femmes et des peuples autochtones

Ecologisation de la finance – réaffectation et élimination des financements néfastes à la nature

S'attaquer aux flux financiers néfastes à la nature constitue l'intervention la plus percutante qui puisse être faite dans le domaine de la nature et du -climat. Une grande partie du financement nécessaire au déploiement des SfN peut être réalisée de cette manière tout en assurant une transition juste.

Financement privé néfaste à la nature

Les 5 000 milliards de dollars américains investis chaque année dans des activités préjudiciables à la nature par le secteur privé doivent être réalignés pour avoir une incidence positive sur le climat et la nature. Les actions essentielles pour les entreprises et le secteur financier comprennent :

- Évaluer, rendre compte et divulguer les risques, les impacts, les dépendances et les opportunités liés à la nature en utilisant les cadres de divulgation disponibles, par exemple le groupe de travail sur les informations financières liées à la nature (TNFD).
- S'engager à atteindre les objectifs de réduction des impacts sur la biodiversité et des impacts climatiques en utilisant les conseils et les outils disponibles, par exemple le réseau d'objectifs scientifiques (SBTN).

Financements publics néfastes à la nature

Les gouvernements doivent réformer et réaffecter les 1 700 milliards de dollars américains dépensés chaque année en subventions inefficaces et inéquitables préjudiciables à l'environnement. Cette réaffectation peut libérer de gros volumes de financement pour les SfN sans dépenses budgétaires supplémentaires.

Mise en place d'un environnement propice à l'action privée par les pouvoirs publics

- Les gouvernements doivent encourager et envisager d'exiger l'évaluation, l'élaboration de rapports et la divulgation des risques naturels, des impacts, des dépendances et des opportunités par les entreprises et le secteur financier.
- L'utilisation accrue de la réglementation et des mécanismes d'incitation sont des outils essentiels pour les gouvernements permettant de déterminer l'action et le comportement du secteur privé.

Financement vert – Intensification des financements publics et des investissements privés dans les SfN

Financements publics des SfN

- Intégrer les objectifs en matière de biodiversité, de restauration et de climat dans la loi avec des objectifs en matière de financement. Un changement réel nécessitera que les pays intègrent des objectifs dans la loi et mettent en place des stratégies de mise en œuvre.
- Les gouvernements doivent continuer à jouer leur rôle de leader en ce qui concerne les financements et les dépenses en SfN et devraient augmenter les dépenses intérieures en SfN, en particulier les SfN fournissant des biens publics.
- Augmenter l'APD et la part des SfN dans l'APD. Étant donné qu'une grande partie de la responsabilité de la lutte contre le changement climatique, la perte de la biodiversité et la dégradation des terres incombe aux pays développés et étant donné qu'une grande partie de la biodiversité restante et des réservoirs de carbone naturels se trouvent dans les pays en développement et sont menacées de disparition, il est par conséquent nécessaire d'augmenter les financements et les subventions au développement des pays en développement.

Action gouvernementale visant à catalyser les financements privés des SfN

Les politiques gouvernementales jouent un rôle clé dans la création d'un environnement propice à l'investissement du secteur privé dans les SfN.

- La réglementation gouvernementale s'avère être un outil puissant lorsque le secteur privé est appelé à jouer un rôle crucial. Le secteur privé s'est vu inciter à investir dans des actions de conservation et de restauration de la biodiversité dans de nombreux pays grâce à une réglementation ayant rendu obligatoire la compensation de la biodiversité.
- Les gouvernements doivent renforcer la mise en place de mesures incitatives à l'investissement dans les SfN.
- Les gouvernements peuvent encourager l'investissement privé en réduisant les coûts et/ou les risques pour les entités privées grâce à des instruments de financement mixte.
- D'autres outils clés pour les gouvernements permettant de catalyser l'investissement privé dans les SfN comprennent le soutien au développement de marchés de la nature à haute intégrité et à l'obligation du secteur privé de s'y conformer ainsi que le développement de taxonomies vertes, durables et/ou des SfN.

Intensification des financements privés des SfN

Les entreprises et les institutions financières doivent augmenter les investissements dans les SfN et transformer les économies en faveur de la nature et du climat. Il existe désormais une masse critique de connaissances et d'expérience sur une diversité de mécanismes permettant de soutenir l'intensification des financements privés au profit des SfN, y compris la priorité accordée aux investissements dans les chaînes d'approvisionnement durables et dans les marchés de la nature à haute intégrité et l'utilisation croissante d'instruments financiers verts innovants (par exemple, les obligations de conservation d'espèces ou les obligations durables et les produits d'assurance verts). Les SfN peuvent être développé comme une classe d'actifs dans un portefeuille plus large d'actifs naturels.

Assurer une transition juste vers un système financier vert et inclusif en faveur des groupes vulnérables, des femmes et des peuples autochtones

Il existe des défis réels en matière d'inclusion et de droits de l'homme au niveau des approches actuelles visant à encourager la conservation et la restauration de la nature.

- L'expansion des zones protégées et autres SfN doit tenir compte des droits de l'homme et être basée sur les meilleures pratiques. Elle doit appliquer les normes les plus élevées et les garanties environnementales et sociales.
- L'intensification du financement des SfN conformément aux objectifs de Rio doit prendre en compte le financement d'activités qui renforcent le rôle des peuples autochtones dans la gestion de la biodiversité et des écosystèmes.
- Les gouvernements doivent donner l'exemple. En plus de fournir les cadres juridiques et politiques, les fonds publics peuvent être utilisé comme financement mixte et concessionnel pour soutenir le développement des peuples autochtones et des entreprises engagées pour la nature dirigées par des femmes.
- Les marchés de la nature et d'autres instruments financiers innovants doivent être développés afin de travailler plus équitablement et plus efficacement en faveur des peuples autochtones et d'autres groupes marginalisés, y compris les femmes qui gèrent avec succès la nature, souvent confrontées à de graves défis.

Remarques finales

Ce rapport fournit aux décideurs, aux entreprises et aux institutions financières un aperçu factuel de la grande ampleur des flux financiers néfastes à la nature, qui, à près de 7 000 milliards de dollars par an, dépassent de 200 milliards de dollars par an les flux financiers vers les SfN. Une action urgente pour lutter contre les flux négatifs pour la nature s'avère cruciale. À moins que l'économie réelle et le système financier ne réduisent les financements des activités néfastes à la nature («écologisation des finances »), les actions visant à intensifier les investissements dans les SfN (« financement vert ») seront insuffisantes pour atteindre les objectifs de Rio et transformer le système économique pour qu'il soit plus positif et équitable pour la nature.

Néanmoins, investir dans les SfN permet d'exploiter le potentiel de la nature pour aider à lutter de manière rentable contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la dégradation des terres. Les investissements actuels sont bien loin de ce qui est nécessaire. Le triplement des flux financiers des SfN à 542 milliards de dollars d'ici 2030 serait une contribution immense à l'atteinte des objectifs de Rio. La solution nécessite une double approche nouvelle afin d'augmenter les investissements publics et privés dans les SfN tout en réduisant les flux financiers néfastes à la nature provenant de sources publiques et privées.

La première exigence consiste à continuer à multiplier les investissements dans les SfN pour la conservation et la restauration du climat et de la nature. C'est souvent le seul financement tangible disponible pour endiguer directement la perte de la nature et pour protéger, maintenir et restaurer les écosystèmes vitaux. Ce rapport documente les énormes opportunités d'impact à travers l'investissement dans la protection, la gestion durable des terres et la restauration. Les approches scientifiques, les éléments de preuve, les cadres et les outils politiques ainsi que l'innovation financière sont bien développés. Ce qu'il faut désormais, c'est la mise en œuvre par les gouvernements, les entreprises et les institutions financières.

Deuxièmement, il faut mettre davantage l'accent sur la création d'incitations à réorienter les financement loin des activités néfastes à la nature et vers la création de résultats positifs pour la nature. Les opportunités d'investissement dans les SfN augmentent grâce à la transformation du système alimentaire mondial, des secteurs extractifs, de l'immobilier et des infrastructures, des secteurs qui sont pour la plupart étroitement liés à la perte de la nature. Ces opportunités seront au moins toutes aussi importantes que celles qui ont émergé en réponse à la crise climatique.